

tion de l'environnement n'était pas nécessairement une raison légitime d'imposer des restrictions commerciales? Comment pouvons-nous défendre une approche intégrée en matière environnementale. . .

[Français]

**Mme le vice-président:** Je regrette, mais le temps de parole de l'honorable députée est écoulé. L'honorable député de Portneuf.

\* \* \*

### LA BATAILLE DE LA CRÊTE DE VIMY

**M. Marc Ferland (Portneuf):** Madame la Présidente, la semaine prochaine, le premier ministre Mulroney, le président de la France, M. Mitterrand, et une douzaine d'anciens combattants très spéciaux assisteront à une cérémonie à la crête de Vimy, lieu de la victoire inspirante d'il y a 75 ans. Les anciens combattants seront représentés par les quelques camarades qui restent parmi ceux qui ont combattu à la crête de Vimy et qui ont couvert leur pays de gloire.

Madame la Présidente, je me demande s'ils se souviennent de l'engagement que le premier ministre de l'époque, l'honorable Robert Borden, avait pris avant la bataille de la crête de Vimy en 1917. Il avait déclaré: «Le gouvernement et le pays considéreront comme leur premier devoir de veiller à ce que vos compatriotes au pays apprécient à leur juste valeur vos efforts et votre courage et afin qu'aucun soldat, qu'il revienne au Canada ou qu'il reste dans les Flandres, ne puisse reprocher au gouvernement d'avoir trahi ses engagements envers ceux qui sont sortis victorieux comme envers ceux qui sont morts.

Madame la Présidente, j'ose croire que les gouvernements canadiens successifs ont fait de leur mieux pour tenir cet engagement. En retournant 75 ans en arrière, n'oublions pas que même si notre gratitude est inépuisable, de même. . .

**Mme le vice-président:** Je regrette, mais le temps de parole de l'honorable député est écoulé. L'honorable député de Trinity—Spadina.

\* \* \*

[Traduction]

### LE MEXIQUE

**M. Dan Heap (Trinity—Spadina):** Madame la Présidente, pourquoi le gouvernement canadien est-il si pressé de signer une entente en vertu de laquelle le Canada perdra des emplois et sa souveraineté au profit du Mexique, pays dont le gouvernement emprisonne les citoyens qui manifestent pacifiquement au nom des travailleurs et des agriculteurs?

### Article 31 du Règlement

M. Luis Aguilar Salazar a été arrêté le 17 mars dernier durant une manifestation pacifique. Il est candidat d'un parti d'opposition, le PRD, dans le cadre des élections au Congrès local. Il est aussi conseiller du *Frente Democrático Campesino*, regroupement de paysans qui a l'appui d'ONG canadiennes. On a porté contre lui des accusations criminelles relativement à une manifestation pacifique de paysans qui avait eu lieu auparavant.

Au Mexique, il est connu comme étant «le premier prisonnier politique de l'accord de libre-échange nord-américain», car le président Salinas craint les manifestations publiques.

Je prie instamment le premier ministre d'exiger du président Salinas qu'il libère M. Aguilar Salazar et qu'il ordonne à la police de cesser de harceler ceux qui dénoncent le gouvernement.

\* \* \*

### LES FRAIS DE SERVICE

**M. Girve Fretz (Erie):** Madame la Présidente, le tout dernier bulletin de Statistique Canada critique la hausse des frais de service qui a permis aux banques à charte de tripler leurs recettes à cet égard depuis 1990.

Un de mes électeurs, Al Deruiter, propriétaire de la Port Colborne Catering and Vending Company, n'en sera pas étonné. M. Deruiter se plaint, à juste titre, de devoir payer 2,15 \$ par 100 \$ de pièces comptées en rouleaux alors qu'il en coûte 1,40 \$ pour 1 000 \$ de pièces triées. Il ne peut guère se permettre les frais additionnels de 150 \$ par mois qui en résultent.

Les frais de service détériorent les relations entre les entreprises et les banques à un moment où le milieu des affaires doit faire preuve de solidarité. Je prie instamment le ministre de la Consommation et des Affaires commerciales de prendre cette question en sérieuse considération et de prendre des mesures appropriées.

\* \* \*

### L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

**M. Lyle Vanclief (Prince Edward—Hastings):** Madame la Présidente, une autre échéance approche sans qu'une entente n'intervienne, au GATT, dans les négociations de l'Uruguay Round. J'exhorte le gouvernement à exercer le plus de pressions possible sur les participants au GATT pour leur faire comprendre l'importance de renforcer et de clarifier l'article XI.

Le premier ministre s'est engagé à expliquer personnellement la position équilibrée du Canada au président Bush, mais ne l'a pas encore fait. Entre-temps, l'anxiété des agriculteurs canadiens et du secteur agro-alimentaire ne cesse d'augmenter. Il faut mettre un terme à cette